

Res Publica

VOL XXIV/ No. 2, MERCREDI 10 janvier 2018

EXCLUSIVITÉ !
Entrevue avec la Ministre de la Santé

« Les médecins ont beaucoup de pouvoir donc cela fait en sorte que les infirmiers et infirmières sont restreints dans leurs actes. Cela alourdit le système et prend plus de temps à aider les patients. Les pharmaciens seraient aussi une option pour permettre de décentraliser. »

- Mme Lavergne

La santé mise de l'avant



Claudia Fortin

Le Premier Ministre du Parti de l'Union Citoyenne Libérale, William Auclair, a évoqué plusieurs changements en ce qui a trait au domaine de la santé durant son discours d'ouverture. En effet, le sondage effectué par la firme Brassard-Lalande démontrait que la santé se retrouverait comme deuxième priorité pour 24% des québécois. Au menu de cet amalgame de projets, cinq idées étaient mises de l'avant.

Conditions des infrastructures

Tout d'abord, le gouvernement vise l'amélioration des infrastructures de santé afin de rendre le système plus efficace. L'élaboration d'un bilan complet des infrastructures et de ce qu'il manque est en création. L'UCL demeure ouvert à des partenariats publics-privés.

Se pencher vers les institutions privées

Pour améliorer le rendement du système de santé, l'UCL a décidé de se pencher vers un système à deux vitesses ; le privé et le public. Pour justifier ce choix, M. Auclair explique du-

rant son discours que les hôpitaux débordent et que les temps d'attente pour recourir à des soins sont interminables. En valorisant les institutions privées, cela permet aux patients ayant l'argent de s'offrir les deux choix. En conséquence, ceci permet de vider les institutions publiques pour laisser de la place plus rapidement à ceux qui ne peuvent s'offrir le privé. « Il reste qu'on va quand même investir dans le public pour le rendre performant. », explique Mme. Lavergne, ministre de la Santé et des Services sociaux.

Décentralisation médicale

Un autre point abordé est celui de la décentralisation médicale. En fait, cela signifie que les pouvoirs médicaux ne seraient pas détenus dans les mains d'un petit groupe de personnes. « Les médecins ont beaucoup de pouvoir donc cela fait en sorte que les infirmiers et infirmières sont restreints dans leurs actes. Cela alourdit le système et prend plus de temps à aider les patients. Les pharmaciens seraient aussi une option pour permettre de décentraliser. », explique la Ministre de la Santé et des

Services sociaux. En donnant plus de pouvoirs aux infirmiers et infirmières, ceux-ci auront plus de droits, par exemple, prescrire certains médicaments. Cette nouvelle façon de procéder permettrait d'être plus efficace quant à la distribution des soins. De plus, en décentralisant, il sera plus facile pour les régions d'avoir accès à différents soins.

Informatisation plus performante

L'informatisation des dossiers médicaux est l'un des projets qu'a abordé M. Auclair. En augmentant l'efficacité, la rapidité de l'informatique fera gagner du temps aux employés de la Santé.

Services offerts aux personnes âgées

M. Auclair a conclu le volet sur la Santé dans son discours en élaborant sur les conditions de vie des personnes âgées. Du côté des CHSLD, qu'ils soient privés ou publics, M. Auclair prévoit améliorer leurs conditions. De plus, pour ce qui en est des personnes recevant des services à domicile, plus de soutien leur sera accordé.

Haut en couleur !



Alexandra Grenon

Lundi dernier, le parti de l'Union citoyenne libérale a élu comme premier ministre William Auclair. Hier, celui-ci a fait son tout premier discours à l'Assemblée nationale à la tête d'un parti majoritaire. M. Auclair a prononcé de nombreuses promesses et énoncé de nombreuses idées lors de sa première session en chambre.

M. Auclair a commencé son discours en parlant « de donner à chacun la chance de développer son plein potentiel. » Il a poursuivi son discours sur l'éducation au Québec. Prétendant qu'il faut éduquer et non réformer, le

premier ministre a notamment parlé de mettre en place un financement adéquat et efficace pour l'ensemble du réseau, d'offrir plus d'aide aux élèves en difficulté, de fournir plus de ressources humaines pour les élèves et de valoriser l'éducation au Québec. Son gouvernement souhaite augmenter le salaire des enseignants, les soutiendra dans leur travail et les valorisera dans la société, bien qu'aucune mesure concrète n'ait été proposée pour réaliser ces promesses. Nous avons essayé de contacter le ministre de l'Éducation pour obtenir des informations et des précisions,

mais le Cabinet du ministre n'a pas retourné nos appels.

Lors de son discours, le premier ministre a également parlé de son but de valoriser la formation continue en soutenant les entreprises du Québec. Il souhaite également créer un meilleur lien entre l'éducation et le milieu du travail. Dans cette optique, le premier ministre avait déclaré que tous « ne sont pas faits pour l'université, mais que tous peuvent contribuer au développement économique du Québec. » Appelé à réagir en conférence de presse à ce sujet, le chef de la deuxième

opposition a répondu qu'effectivement, certaines personnes préféreraient les travaux manuels à l'université. Cependant, celui-ci prône les études universitaires et pense que l'université est un but à atteindre. Toujours selon lui, la délocalisation des emplois manuels est un signe qu'il faut plus de diplômés universitaires.

Dans tous les cas, l'éducation est devenue la pierre angulaire du mandat de M. Auclair qui la considère comme le moteur de l'économie et le principal moyen pour l'augmentation des conditions de vie des Québécois et des Québécoises.

L'économie est sans aucun doute le deuxième enjeu de son mandat. M. Auclair a beaucoup parlé de ses intentions, notamment d'amener les compagnies à s'installer en région par coup de réduction d'impôt et de rétention de personnel par l'augmentation des conditions de

travail. Selon son parti, l'éducation et l'économie sont étroitement liées à un tel point que l'éducation semble également être la solution pour obtenir une économie plus forte et plus prospère.

La santé a été le troisième thème longuement abordé dans le discours d'ouverture du premier ministre. Rappelons tous les problèmes dans le système de santé dans les dernières décennies. Le premier ministre a trouvé la solution à la longue attente dans les urgences dans un partenariat public-privé. Il souhaite mettre fin au monopole des médecins sur la prestation d'actes de soins spécialisés et améliorer les conditions en CHSLD.

À la fin de son discours, le premier ministre cherche à se rapprocher avec les premières Nations. Le gouvernement souhaite effectivement avoir un plan de partage « juste et équitable » avec les Premières Nations. Durant la

conférence de presse suivant le discours d'ouverture, M. Auclair a été amené à répondre à une question concernant les redevances minières et les libertés collectives en lien avec les autochtones. Le premier ministre a tenu à préciser qu'il faudrait demander aux autochtones ce qu'il souhaite avant d'entamer tout projet.

L'immigration, l'environnement, la libéralisation de certaines sociétés d'État, le financement de la culture, la condition féminine et la décentralisation des services de santé ont également eu une place dans le discours d'ouverture.

Questionné par une journaliste du Res Publica sur la façon dont son gouvernement paierait les mesures proposées dans son discours, le premier ministre a préféré faire savoir que son budget serait déposé jeudi et que toutes les informations nécessaires y seraient.

Confiance et patience sont les mots d'ordre



Jeanne Lalonde-Laurent

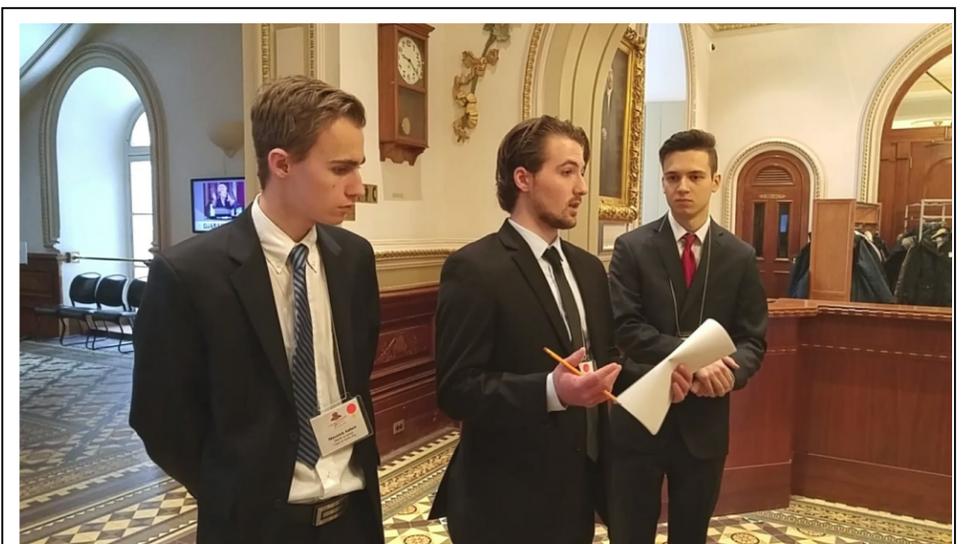
Lors d'un point de presse donné ce matin vers 9h20, le premier ministre William Auclair de l'Union citoyenne libérale a fait ses premières déclarations officielles à la presse et a précisé la ligne de son parti. Il a tout d'abord déclaré que son parti élu il y a quelques mois ne peut se fier aux sondages pour prendre des décisions, faisant référence au sondage de la firme Brassard-Lalande paru hier. «Bien sûr qu'en tant que gouvernement, nous devons écouter le peuple, mais c'est certain que dans un gouvernement qui vient d'être élu, nous ne pouvons gouverner sur des sondages.»

Bien que le premier ministre ait déclaré que l'Union citoyenne libérale ne peut se fier aux sondages pour prendre des décisions, il a tout de même orienté le reste de son point de presse vers le secteur identifié comme étant prioritaire par les répondants du sondage. En

effet, le sondage montre que 27% des Québécois croient que l'éducation doit être la priorité du gouvernement, et le premier ministre a déclaré que l'UCL tentera d'apporter des améliorations dans ce domaine. Il a aussi demandé à la population d'être patient et de faire confiance au gouvernement : il croit, en ce sens, que les délais sont plus longs pour la transmission de l'information non pas en raison d'un manque de transparence, mais parce que le gouvernement tente de fournir la meilleure information possible aux citoyens.

Le premier ministre a également exprimé son respect pour les membres de son gouvernement, complimentant la façon dont ils ont élu leurs représentants. M. Auclair a déclaré : « nous avons vraiment une équipe forte,

unie, exceptionnelle, qui va travailler pour le Québec. » Il a conclu son point de presse en précisant que les améliorations qu'il souhaite apporter au secteur de l'éducation seront « en première page de [son] discours d'ouverture. » Ce qui ressort de ce premier point de presse pour l'UCL est que le parti a confiance en son gouvernement majoritaire et qu'il souhaite apporter des améliorations à la province, notamment dans le secteur de l'éducation, car il trouve la situation actuelle insatisfaisante. Il accuse l'ancien gouvernement (socialiste) pour les problèmes actuels en éducation et plaide qu'il réussira à améliorer la situation au Qué-



Vision Québec, mon œil !



Marianne Hamiaux

La conférence de presse du gouvernement à la suite du discours du premier ministre a commencé avec une mention des valeurs libérales de la part du PM William Auclair, rappelant que l'Union citoyenne libérale est un gouvernement qui va mettre à l'avant chaque individu. Il est aussi revenu sur les promesses qu'il a faites lors de son allocution en chambre en ce qui concerne le secteur de l'éducation, précisant que la valorisation de l'éducation passe par la valorisation des enseignants. L'UCL s'engage à augmenter leurs salaires afin de remédier à des conditions de travail souvent qualifiées de déplorables. Il a ensuite déclaré que le gouvernement demeure ouvert aux suggestions et est même prêt à coopérer avec l'opposition. Une période de questions a suivi cette introduction.

La première question a porté sur la provenance des fonds qui seront investis dans le secteur de l'éducation. Dans son discours, l'UCL a promis plusieurs fois du financement supplémentaire en éducation, annonçant par exemple que le gouvernement va «investir massivement dans les infrastructures sco-

laire». Le premier ministre a répondu qu'il est heureux que les finances de l'État soient au cœur des préoccupations de la population, mais que pour des chiffres concrets, il faudra atteindre l'énoncé budgétaire de jeudi. Il sera intéressant d'apprendre comment le gouvernement compte tenir toutes ses promesses considérant la quantité de secteurs auxquels ils ont promis du financement.

Le premier ministre a ensuite dû préciser ce qu'il voulait dire en utilisant les termes «plein potentiel» lors de son discours d'ouverture. Il a parlé de libéralisme d'ouverture pour développer sur le sujet, rappelant ainsi de nouveau que chaque individu et sa croissance personnelle sont la première priorité du gouvernement. Il a expliqué que le plein potentiel de chacun est propre à chaque individu et que le gouvernement souhaite pour sa part offrir à tous les opportunités permettant d'atteindre une vie plus que satisfaisante.

À la suite de cela, M. Auclair s'est fait demander quel est l'objectif de l'éducation selon lui. Il a répondu que bien que le gouvernement semble utiliser l'éducation comme moyen pour propulser l'économie de la province, ce qu'il a réellement à cœur est encore une fois le «

plein potentiel » de chacun. Il a précisé qu'il croit que le travail est la meilleure façon de se réaliser en tant qu'individu et que chacun devrait prendre part pleinement à l'économie.

Le premier ministre a ensuite été questionné sur son désir d'utiliser le principe de pollueur-payeur, plus précisément s'il comptait aussi imposer ces mesures aux entreprises. Il a répondu à cela que son gouvernement n'exclut aucun individu, mais qu'en retour, chacun a une responsabilité sociale envers l'État, dont les entreprises.

La dernière question posée lors de la conférence de presse concernait la partie du discours d'ouverture où le PM a déclaré que «ce n'est pas vrai que d'admettre tout le monde en histoire ou en philosophie permettra à tous d'avoir un emploi satisfaisant par la suite.» La journaliste a mentionné un article qu'elle a lu concernant les bienfaits d'une éducation axée sur les humanités comme la philosophie et l'histoire. Cet article exprime l'opinion qu'un individu doit être formé dans les sciences humaines afin de devenir un humain pleinement accompli. De cela, M. Auclair s'est défendu en ajoutant à ses propos que le gouvernement ne souhaite pas écarter les étudiants de philoso-

Liberté où es-tu ?



Rose Desrochers

Le principe de liberté. Ah, la liberté. Utilisée à toutes les sauces, par tous. Nous en sommes au point de ne plus savoir où elle va, cette liberté. Pourtant, chacun clame qu'il va dans le sens de la liberté. Oui, mais laquelle?

Nous avons eu affaire à la liberté collective, défendue fortement lors des points de presse. Il n'y a toutefois aucune définition précise de celle-ci pour l'instant. Une question demeure, est-ce que certains ont réellement la croyance que la liberté collective passe par un oubli de soi?

Res Publica en appelle à votre vigilance, chers lecteurs, car il est primordial de s'assurer que nos libertés individuelles ne seront pas bafouées. Au contraire, il faut les préserver.



Le plan des libéraux en éducation



Marianne Hamiaux

Suite au sondage effectué par la firme Brassard-Lalande indiquant que la principale priorité identifiée par les Québécois était le domaine de l'éducation, les chefs des principaux partis siégeant à l'Assemblée nationale ont répondu aux inquiétudes de leurs électeurs.

Lors de son discours d'ouverture tenu le 9 janvier 2018 à l'Assemblée nationale, le premier ministre M. William Auclair a débuté par la question de l'éducation. Il nous avait en effet promis, lors de sa conférence de presse du matin, que les solutions concrètes que lui et son parti avançaient seraient annoncées pendant ce discours. M. Auclair a effectivement commencé son discours en déclarant que « le bien-être et le développement personnel et social [repose] sur l'éducation » et que celle-ci serait « la pierre angulaire sur laquelle nous bâtirons le Québec de demain. » Énonçant les principales défiances dans le secteur de l'éducation, soit les problèmes d'infrastructures scolaires et le manque de ressources matérielles et humaines, le premier ministre a révélé son plan d'action.

Quelles sont les mesures concrètes qu'entend

entreprendre le gouvernement libéral? Les voici : « Plus de ressources humaines pour les élèves, un financement adéquat et efficace pour l'ensemble du réseau, plus d'aide aux élèves en difficulté et, surtout, une réelle valorisation de l'éducation au Québec. » Le chef du parti a également signifié son engagement à augmenter les salaires des enseignants ainsi qu'à procéder à l'évaluation et à la formation rigoureuses de ces derniers. Également, M. Auclair a annoncé un investissement massif dans les infrastructures.

Le chef de l'Union citoyenne libérale a également touché une question pertinente, soit celle de l'enseignement supérieur. Déclarant que « tous ne sont pas faits pour l'université », le premier ministre entend établir des écoles d'entrepreneuriat, particulièrement en région.

William Auclair a également parlé de la reconnaissance des diplômés immigrants. Insistant sur le fait de « mettre à profit notre diversité culturelle », il a affirmé qu'il fallait que les diplômés obtenus à l'étranger soient reconnus. Il a donc appelé les cégeps, les universités, les fédérations professionnelles, les ordres professionnels et les syndicats « à des états géné-

raux sur la question », en notant que nous n'avons aucune raison de nous priver de tels talents.

Enfin, nous avons questionné M. Auclair au sujet de l'inégalité des chances entre les diplômés au privé et au public. En effet, comme mentionné dans notre article paru hier, le système d'éducation québécois est un des plus inégalitaires au Canada. Cependant, le premier ministre a déclaré à une de nos journalistes que « cela ne devrait pas avoir de (sic) problème au Québec. »

En bref, le plan d'action du gouvernement se résume à augmenter les ressources matérielles et humaines nécessaires au bon fonctionnement du système d'éducation en investissant massivement dans les infrastructures et en améliorant la formation et les conditions de travail des enseignants. De plus, le parti au pouvoir entend mettre sur pied des écoles d'entrepreneuriat et de permettre la reconnaissance des diplômés obtenus à l'étranger. L'avenir nous dira si l'Union citoyenne libérale tiendra parole, et si cela améliorera réellement le système d'éducation québécois.

La véritable opposition ?



Claudia Fortin

Rémi Leboeuf, chef du Parti conservateur de la Nation Québécoise, voit sa pensée confirmée en voyant le déclin de popularité du gouvernement chez la population. En effet, c'est dans un récent sondage réalisé par la firme Brassard-Lalande qu'on pouvait observer la perte de popularité de l'UCL et une montée du CNQ. « On n'est pas un parti qu'il faut prendre à la légère. On est une opposition sérieuse, si ce n'est pas la réelle opposition », dit M. Leboeuf lors d'un

point de presse. Le nouveau leader du parti a également donné son opinion sur l'autre opposition, soit le parti Vision Québec. Il considère ceux-ci comme un parti duquel il faut se méfier, un peu comme les libéraux. Par contre, si jamais des intérêts communs sont mis sur la table, M. Leboeuf affirme qu'il collaborera avec ses opposants, ce qui démontre une certaine ouverture d'esprit de la part du nouveau chef.

Il termine son point de presse en disant qu'il souhaite à la population québécoise de « garder un état fort et aussi faire en sorte que les québécois soient éduqués, en santé, fiers de leurs racines, leurs valeurs et leur culture. »

À la suite du discours du premier ministre du Parti de l'Union Citoyenne Libérale, M. Leboeuf a pris soin de féliciter M. Auclair pour son discours d'ouverture. Malgré cela, il décrète que le discours était « fantôme » et rempli de « mesures inexistantes ». Il avance également sa position vis-à-vis une rumeur d'un certain projet de loi. Cette nouvelle non-confirmée traiterait de la légalisation de la prostitution. M. Leboeuf trouve très hypocrite de la part de l'UCL de dire défendre la « condition de la femme » alors qu'il présenterait supposément un projet encourageant la légalisation du travail du sexe.

Assermentation et ouverture du Forum Étudiant



© Ville de Québec



Catherine Fontaine
Nouvelle

Hier, le 9 janvier 2018, s'est ouvert la 26^e législature du Forum Étudiant. Pour l'occasion, le vice-président de l'Assemblée Nationale, M. François Gendron, a prononcé un court mot rappelant l'importance de l'institution qu'est l'Assemblée Nationale et les divers travaux qui attendent les parlementaires du Forum Étudiant. Par la suite tous les députés furent assermentés par la Présidence.

Décollage chez les libéraux



Jeanne Lalonde-Laurent

C'est aujourd'hui que s'est tenue la première séance parlementaire du Forum Étudiant. Avant cette séance, aux points de presse tenus dans la matinée, les trois chefs de parti se sont adressés à la presse. Jérôme D.Cauvier, le chef du Parti Vision Québec, s'est montré particulièrement inconséquent.

M. Cauvier a commencé son point de presse en affirmant que son parti « est là pour envoyer un message d'espoir à la population, au petit peuple. » Cependant, je ne suis pas certaine de savoir identifier correctement le « petit peuple », j'aurais besoin de précisions. Il a également spécifié que Vision Québec se distinguait des autres partis aux « idéologies arriérées » qui ne défendent supposément que l'intérêt des riches et des grandes entreprises. M. Cauvier a enchaîné en montrant du doigt le manque de cohésion du gouvernement, en se vantant d'avoir une équipe unie et ouverte d'esprit.

Le chef du Parti Vision Québec a également soulevé l'inégalité des chances quant aux di-

plômés d'institutions privées et publiques. Il a affirmé qu'il « trouve cela épouvantable » de voir les rêves brisés des enfants défavorisés, en donnant l'exemple cliché de la mère monoparentale incapable d'envoyer ses enfants à l'université. Pardonnez-moi, mais je pense que lorsqu'on a l'âge d'aller à l'université, on a aussi l'âge, la maturité et la volonté pour réussir à se sortir de son milieu. M. Cauvier estime qu'on ne peut se priver des talents d'enfants infortunés au profit de « valeurs individuelles de riches ». J'aimerais bien savoir exactement en quoi consistent des « valeurs individuelles de riches », puisque je ne peux malheureusement pas me faire un portrait précis de ces dites valeurs.

S'en est suivi une déclaration sur le système de santé à deux vitesses : « Ça n'a aucun bon sens de dire que parce qu'une personne a plus d'argent, elle vivra plus longtemps et sera en meilleure santé ». Il affirme que le système devrait être en mesure de soigner tous les citoyens, sans exception ni discrimination.

Cependant, lorsqu'on lui a demandé quelles mesures concrètes il comptait appliquer pour obtenir un système de santé à une vitesse, M.

Cauvier a dit qu'il savait que c'était son but, mais qu'il ne savait pas encore comment lui et son parti l'atteindrait. Pourtant, celui-ci se dit porteur d'espoir. Trouvez l'erreur.

En fin de compte, Jérôme D.Cauvier a fait de belles critiques des autres partis, affirmant que la population avait parlé et qu'elle était insatisfaite. Cependant, le chef du Parti Vision Québec n'a absolument rien proposé de concret comme solution. Il s'est cependant étendu sur son idéal progressiste, mais est-ce vraiment du progrès que de seulement pointer du doigt les fautes des autres sans rien proposer d'autre? Est-ce vraiment le porteur d'espoir que le petit peuple veut?



Visite de la Tribune de la Presse



Catherine Fontaine

Nouvelle

Les journalistes et les attachés de presse ont eu l'occasion de rencontrer le journaliste et Président de la Tribune de la Presse, M. Martin Croteau. Ce dernier a profité de l'occasion pour parler de son travail en tant que correspondant de la Colonne parlementaire pour répondre à de nombreuses questions sur le journalisme politique et la couverture médiatique de la politique provinciale québécoise.



L'anxiété de performance chez les jeunes à l'étude dans le premier mandat d'initiative



Rose Desrochers

C'est sous le thème de l'anxiété de performance que nous assistons à un autre moment historique en cette 26e législature : le premier mandat d'initiative. Le président de la commission, provenant de la 2e opposition officielle, est le député de Legault. Le vice-président, provenant du gouvernement, est le député d'Amyott.

Il a semblé y avoir consensus sur le fait que la priorité de cette commission est la santé des jeunes, sans attachements politiques. Selon les remarques préliminaires des députés siégeant

à la commission, il y a disparité quant aux services offerts dans les écoles pour aider les personnes vivant avec ce stress continu. L'anxiété de performance a été un sujet trop souvent oublié alors que le phénomène continue de prendre de l'expansion et ce, à une vitesse fulgurante. Selon l'expert invité M. Jacques Gagnon, il y aurait environ 35% des étudiants qui ressentent de l'anxiété, de manière épisodique ou continue. Ce chiffre énorme montre l'urgence de trouver des solutions pour contrer la hausse des cas d'anxiété de performance.

Ce phénomène entraîne des conséquences non-négligeables chez les jeunes. En effet, le stress

empêche le bon apprentissage des étudiants, car cela occasionne des difficultés de concentration. L'échec, qui est mal vu dans notre société, peut pousser, à l'extrême, au décrochage scolaire. Nous pouvons conclure que s'attaquer au problème de l'anxiété de performance pourrait pallier aussi cet autre problème scolaire.

Tout au long de la semaine, la commission se penchera sur différents volets : les causes, les solutions et les enjeux. Les constatations et les recommandations permettront ensuite l'élaboration de mesures concrètes pour une meilleure intervention auprès des jeunes.

Débat des accompagnateurs au Salon bleu



Catherine Fontaine

Mardi, les accompagnateurs ont pris place dans le Salon bleu et se sont prêtés au jeu politique en participant à un débat. Ils ont produit et présenté des discours portant sur l'évasion fiscale. Si plusieurs ont optés pour un discours traditionnel, certains se sont permis des incartades protocolaires.

Voici quelques perles de ces éphémères parlementaires au pouvoir comique:

L'évasion fiscale c'est plutôt Manon du restaurant du coin. Où est passé ce 2 \$ de pourboire? Dans ces poches! Et hop! Évités, les impôts.

Nos amis conservateurs se souviendront sans doute de Jésus qui a redonné la vue à l'aveugle-né. Vision Québec s'est donné la mission de redonner la vue au gouvernement libéral.

Ces îles fiscalement merveilleuses

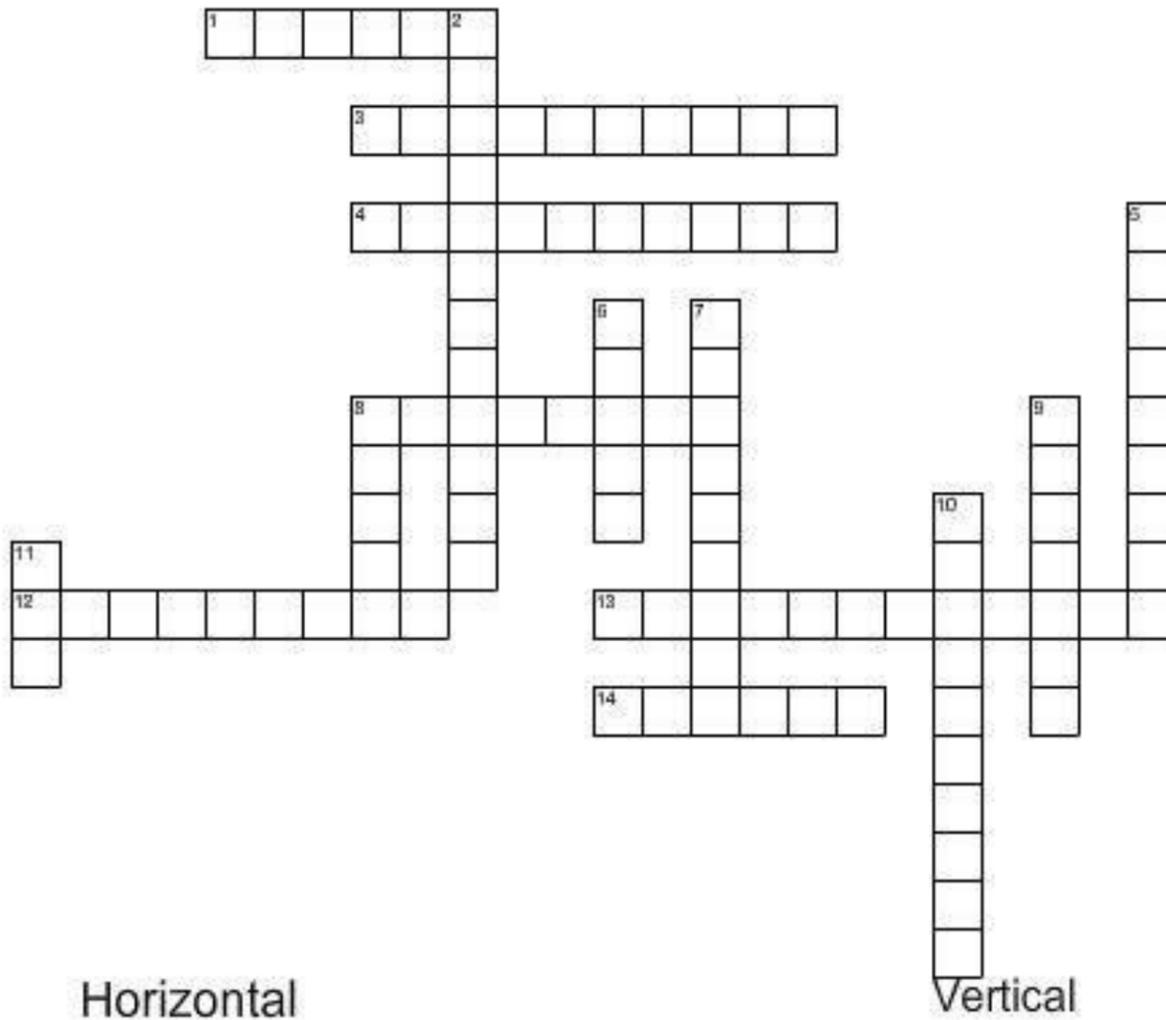
(En faisant référence, entre autres, aux Bermudes)

Ne confondons pas évasion fiscale et coopération internationale.

Tel un roseau, le Québec, pour ne pas se briser, doit plier...

Je me répondrais à mon collègue: *hortidépébochelette*.

Québec



Horizontal

1. province du Canada
3. compagnie canadienne d'aviation
4. Système de la vie sur terre, utilisé par le premier ministre pour décrire le milieu de vie des élèves
8. Désigne l'ensemble d'un peuple ou d'une ethnie dispersé à travers le monde.
12. Personne qui se consacre à la défense d'une cause politique
13. Animal utilisé pour décrire la CNQ (en trois mots collés)
14. "après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple"

Vertical

2. Organisation regroupant la presque totalité des anciennes colonies britanniques
5. mouvement organisé des femmes qui luttent pour l'obtention de leurs droits
6. Ancienne capitale royale japonaise
7. Union ou entente plus ou moins formelle qui réunit à l'échelle nationale des partis politiques
8. situation où deux ou plusieurs interlocuteurs font valoir des points de vue contradictoires sur une question
9. mot fantaisiste utilisé par le premier ministre dans son discours d'ouverture
10. Qualité de ce qui est moralement juste et moralement acceptable
11. société d'état québécoise

Grands noms du libéralisme



Nozick

Cyniques

Keynes

Popper

StuartMills

Diogene

Locke

Aristote

Épictète

Hume

Hobbes

Friedman

Spencer